

de certains secteurs de l'économie. Compte tenu de ce qu'il a fait jusqu'ici, on voit mal comment le gouvernement Trudeau pourra administrer ce programme sans créer un énorme appareil bureaucratique peuplé d'une horde de chefs aux énormes pouvoirs discrétionnaires, de mandarins anonymes qui tireront les ficelles par derrière. Et d'ailleurs, comment le gouvernement pourra-t-il démanteler tout cet appareil au bout de trois ans qu'il aura largement occupés, comme c'est l'habitude dans la fonction publique fédérale, à s'étendre et à se perpétuer? Nous avons assisté à ce phénomène suffisamment de fois depuis une douzaine d'années.

A mon avis, le moyen le plus rapide d'enrayer l'inflation, c'est que le gouvernement arrête de redistribuer le revenu national plus vite que l'économie est capable de le générer. Lorsqu'on examine les livres du gouvernement, on voit que les deux tiers ou même les trois quarts des dépenses gouvernementales sont redistribués. L'augmentation des dépenses à ce chapitre reflète la hausse des coûts des régimes d'assurance-maladie, d'assurance-hospitalisation et d'assurance-chômage administrés par les provinces et des programmes d'expansion régionale.

Je prétends que cette mesure échouera à moins que le gouvernement fédéral ne cesse de vouloir vivre au-dessus de ses moyens et fasse ce qu'il demande aux autres. J'estime qu'il faut supprimer les programmes comme Information Canada. Nous pouvons certainement réduire également les voyages officiels autour du monde. Les projets qui coûtent dans les \$100,000 \$500,000 et un million de dollars et que le gouvernement considère comme des petits programmes, contrairement à la plupart des Canadiens, doivent être supprimés ou limités. Le gouvernement doit le faire pour montrer qu'il est prêt à combattre l'inflation. Sans ce genre de mesures, le programme ne pourra pas fonctionner.

Il faut ensuite annuler ou reporter les investissements qui peuvent l'être. Je le répète, il faut revoir le programme d'assurance-chômage et tous les programmes d'assistance sociale quels qu'ils soient. Il faut les revoir soigneusement, et le gouvernement doit commencer à envisager des restrictions de ce côté-là. À titre d'exemple, le programme d'assurance-chômage nous a coûté 750 millions de dollars en 1971-1972. En 1972-1973, ce coût était passé à 1.1 milliard de dollars. En 1973-1974, il est passé à 2 milliards, et entre le 31 mars et le 31 juillet 1975, il a augmenté de 43 p. 100 par rapport à 1974, passant à 2.1 milliards de dollars. Il faut envisager à long terme ces programmes sociaux et ces programmes de redistribution en vue d'y mettre un frein.

Je pense que l'on peut dire de façon très générale que, si le gouvernement veut que son programme de lutte contre l'inflation réussisse à ramener l'inflation au Canada à un taux proche de celui qu'il vise, il faudra remanier tous les programmes de dépenses qui ne sont pas vitaux. Ce remaniement devra être un des thèmes centraux du programme de restrictions du gouvernement. Si le gouvernement ne procède pas de cette façon, il ne fait à mon avis aucun doute que le dispositif qui va être mis en place ne fera qu'aggraver l'inflation et éventuellement le chômage, et provoquer des troubles sociaux sans précédent au Canada.

Le premier ministre prétend que les directives concernant les salaires s'appliqueront à tous les employés des services fédéraux. Il ajoute que les effectifs de la Fonction

Loi anti-inflation

publique n'augmenteront presque plus, sauf dans le cas des employés qui assureront l'application des directives et de ceux qui seront chargés de la lutte contre la criminalité. Il ajoute enfin, et je cite:

... nous réduirons ou éliminerons les dépenses dans un bon nombre d'autres secteurs moins importants mais qui, tous ensemble, prennent une certaine importance. Par exemple, l'administration interne du gouvernement fera l'objet de strictes mesures d'économie...

Tout cela est fort bien, à condition que le gouvernement aille jusqu'au bout de ses intentions. Le premier ministre précise aussi qu'en dépit de ces mesures, on peut s'attendre à voir les dépenses du gouvernement poursuivre leur hausse...

● (1600)

... si nous voulons continuer d'assurer les services essentiels, comme ceux qui consistent à mettre à la charge de l'État une partie de la hausse du prix du pétrole importé, à protéger les personnes âgées et les titulaires de revenus fixes contre certains effets de l'inflation, et continuer d'assister les chômeurs. Les programmes de ce genre... constituent la clé de voûte des politiques économiques et sociales du gouvernement...

Voilà justement le problème. Ces programmes ont été poussés à de tels extrêmes que le seul moyen d'en assurer le financement a été d'accroître la masse monétaire à une cadence inflationniste. Ce n'est pas par hasard que le pouvoir d'achat du dollar a baissé de moitié sur la période de dix ans qui a vu la masse monétaire se gonfler à un rythme deux fois plus élevé que le taux de croissance économique en termes réels. Je soutiens que l'inflation va continuer de sévir et aussi longtemps que ces programmes, qui sont la clé de voûte des politiques économiques et sociales du gouvernement, n'auront pas eux aussi été ramenés à la mesure de nos moyens.

Il est à espérer que dans la période initiale, la réglementation va réussir à ramener à des limites raisonnables les demandes d'augmentation de salaires et de prix, ce qui est le but du programme. Dans l'intervalle, il est à espérer qu'une certaine modération va s'instaurer dans les attentes. Tout cela est nécessaire à un ralentissement de l'inflation. Mais ce que l'on ne sait pas encore, c'est dans quelle mesure sera éliminé ou amoindri d'ici un à trois ans le principal facteur inflationniste, c'est-à-dire les appels faits par le gouvernement à l'économie pour défrayer les programmes qui dépassent nos moyens, sans recours à la planche à billets.

Pour conclure, je signalerai que l'annonce des contrôles est venu le treizième jour du treizième mois qui a suivi l'ouverture des Chambres après l'élection de 1974. Les moins superstitieux y verront là un signe. Tout ce qu'on peut espérer, c'est que le gouvernement dotera son programme anti-inflationniste de véritables moyens d'exécution. Mon parti est disposé à appuyer le bill en deuxième lecture et à le renvoyer au comité pour que là, où nous l'espérons, soient adoptés certains amendements permettant de ramener à un chiffre raisonnable le taux de l'inflation.

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, le 24 décembre 1970, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) déclarait ceci:

L'inflation est disparue au Canada.